

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1675

[2007/201520]

**19 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon  
concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les article 3, alinéas 3, 17 et 21, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 42.181/4 du Conseil d'Etat donné le 19 février 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la Directive 96/82/CE du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses a pour objectif la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et la limitation de leurs conséquences; qu'en vue de la transposition de cette directive, un mécanisme a été mis en place s'articulant autour, d'une part, de l'obligation pour l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour éviter la survenance d'un tel accident et, d'autre part, d'un système informatif nécessaire au contrôle de ces mesures par les autorités et à la diffusion d'informations auprès de la population; qu'en fonction de la quantité de substances dangereuses présentes, le régime applicable est plus ou moins renforcé: ainsi l'établissement SEVESO "petit seuil" se voit-il imposer une notification, une politique de prévention et un plan d'urgence interne, à quoi s'ajoutent, pour l'établissement SEVESO "grand seuil", un rapport de sécurité et un plan d'urgence externe;

Considérant que, outre ces obligations, le Gouvernement wallon a introduit en 2001, dans le RGPT (Règlement général pour la Protection du Travail) l'obligation que toute demande de permis concernant un établissement SEVESO soit accompagnée d'une notice d'identification des dangers ou d'une étude de sûreté selon qu'il s'agit d'un "petit seuil" ou d'un "grand seuil"; qu'en 2002, le Gouvernement wallon a voulu maintenir ce régime dans le nouveau cadre normatif relatif au permis d'environnement; qu'à cette fin, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il a repris la même disposition dans un chapitre spécialement dédié à ces établissements, en renvoyant à la rubrique 63.12.18 de l'arrêté du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées; que l'introduction de cette rubrique a eu comme effet pervers, non voulu par le Gouvernement wallon, le fait que la caractéristique "SEVESO" d'un établissement est devenue, en application de l'article 10 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, un fait générateur de demande de permis; que, dès lors, en appliquant la réglementation actuelle, l'établissement - déjà autorisé par ailleurs (pour ses activités principales et accessoires, dont l'activité de stockage de substances dangereuses) - pourrait se voir imposer l'introduction d'une nouvelle demande de permis en cas de modification de seuil (révision de la directive) ou de la classification d'un produit, alors même qu'aucune modification physique (extension ou transformation), et donc qu'aucune aggravation des risques, n'est intervenue;

Considérant que le fait pour un établissement d'être "SEVESO" n'induit aucunement l'apparition de nouveaux risques; que les risques découlant d'un tel établissement étiqueté "SEVESO" préexistent à cet étiquetage et résultent, dans le cadre de la problématique de prévention d'accidents majeurs, de l'activité de stockage de substances dangereuses proprement dite, laquelle est déjà couverte par une autorisation via la mise en œuvre de(s) rubrique(s) de l'arrêté "liste" afférente(s) à cette activité de stockage; que, s'il est indispensable que, dans le cadre d'une demande de permis, les autorités doivent pouvoir disposer du dossier complet de l'établissement, en ce compris tous les renseignements relatifs à la problématique "accidents majeurs" (notice d'identification des dangers/étude de sûreté), la circonstance pour un établissement d'être étiqueté "SEVESO" ne devrait donc pas constituer un fait générateur de permis; que cette procédure implique une lourdeur administrative tout à fait disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi qui est de permettre à l'autorité administrative compétente de disposer des documents (notice d'identification des dangers et étude de sûreté) nécessaires à la bonne instruction du dossier "SEVESO";

Considérant qu'il convient donc de supprimer cette lourdeur administrative tout en conservant l'obligation pour les exploitants d'un tel établissement "SEVESO" de communiquer les informations requises en temps opportun; que, pour atteindre cet objectif, parallèlement à la suppression des rubriques 63.12.18.01 et 63.12.18.02, il convient:

— d'imposer à tout exploitant d'un établissement "SEVESO" qui introduit une demande de permis de joindre à sa demande la notice d'identification des dangers (pour les petits seuils) ou l'étude de sûreté (pour les grands seuils);

— de compléter l'arsenal de mesures prévues par l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, en imposant:

° à l'exploitant d'un établissement SEVESO "petit seuil" de communiquer la notice d'identification des dangers (dont le contenu est précisé à l'annexe XIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement) dans les trois mois suivant le délai imposé pour la notification et

° à l'exploitant d'un établissement SEVESO "grand seuil" de reprendre, dans son rapport de sécurité, l'étude de sûreté (dont le contenu est précisé à l'annexe XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement);

Considérant que, via l'articulation de ces deux mécanismes, une simplification purement administrative est réalisée sans implication sur les droits garantis par l'article 23 de la Constitution; qu'en effet, aucune diminution sensible du niveau de protection de l'environnement ne découlera de cet aménagement procédural, les activités de stockage de substances dangereuses, proprement dites, restant soumises à l'obtention d'un permis d'environnement; que le but de recourir à un mécanisme simple de transmission, au service compétent, d'informations relatives à la problématique "SEVESO" est ainsi mieux atteint: en tout état de cause, les autorités disposent, le cas échéant dans un meilleur délai, de toutes les informations nécessaires à l'instruction du "dossier SEVESO" et, si besoin en est, à l'amélioration des conditions de fonctionnement des établissements visés; qu'en cas de non-respect du système informatif mis en place par le projet d'arrêté déterminant les conditions sectorielles applicables aux établissements présentant des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'article 31 de l'accord de coopération trouve à s'appliquer en ce qui concerne les sanctions pénales et administratives;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet la transposition partielle de la Directive 2003/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2003 modifiant la Directive 96/82/CE du Conseil concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées*

**Art. 2.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est inséré un article 3<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 3<sup>ter</sup>. Les établissements visés à l'annexe I<sup>re</sup> du présent arrêté, où sont présentes des substances dangereuses en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux colonnes 2 et 3 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, sont rangés en classe 1, nonobstant le classement qui leur est attribué dans ladite annexe. »

**Art. 3.** A l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, les notes de bas de page n<sup>os</sup> 17 à 25 deviennent les notes de bas de page 16 à 24.

**Art. 4.** La rubrique 63.12.18 et l'annexe II du même arrêté sont abrogées.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 5.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes "II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées se trouvent dans une ou plusieurs installations" sont remplacés par les termes "I de l'accord de coopération".

**Art. 6.** A l'article 3, § 2, du même arrêté, les mots "visé par la rubrique 63.12.18 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées" sont remplacés par "visé par l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération".

**Art. 7.** L'intitulé de la section 3 du chapitre II du même arrêté est remplacé comme suit :

« Dispositions complémentaires relatives aux établissements visés par l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. »

**Art. 8.** A l'article 59, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les termes "II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées se trouvent dans une ou plusieurs installations" sont remplacés par les termes "I de l'accord de coopération".

**Art. 9.** L'article 59, § 2, alinéas 5 et 6, du même arrêté est remplacé par les termes suivants :

« 5. l'exploitation (prospection, extraction, et traitement) des matières minérales dans les mines, les carrières ou au moyen de forages, à l'exception des opérations de traitement chimique et thermique et du stockage lié à ces opérations qui entraînent une présence de substances dangereuses telles que définies à l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération;

6. les décharges de déchets, à l'exception des installations en activité d'élimination des stériles, y compris les bassins de décantation des stériles, qui contiennent des substances dangereuses telles que définies à l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération, en particulier lorsqu'elles sont utilisées en relation avec le traitement chimique et thermique des minéraux. »

**Art. 10.** A l'article 61, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, les termes "II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées se trouvent dans une ou plusieurs installations" sont remplacés par les termes "I de l'accord de coopération".

L'article 61, § 2, 3<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par les termes suivants :

« 3<sup>o</sup> contient une information suffisante sur l'implantation et l'existence d'activités ou d'aménagement autour de l'établissement et indique le nom des organismes compétents ayant participé à l'établissement de l'étude. La structure et le contenu minimal de l'étude de sûreté visée à l'alinéa précédent sont définis à l'annexe XIV du présent arrêté. »

**Art. 11.** L'article 62 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 62. Toute demande de permis d'environnement ou demande de permis unique qui porte sur un établissement où des substances dangereuses sont présentes en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux parties 1 et 2 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération et qui doit être accompagnée d'une notice d'identification des dangers ou d'une étude de sûreté en application de l'article 61 est soumise pour avis à la DPA et au Service régional d'Intervention.

L'avis de la DPA mentionne notamment si, pour l'établissement concerné, la probabilité et la possibilité ou les conséquences d'un accident majeur peuvent être accrues, en raison de la localisation ou de la proximité d'établissements et de leurs inventaires de substances dangereuses. »

**Art. 12.** L'annexe XII du même arrêté est remplacée par l'annexe I<sup>re</sup> au présent arrêté.

**Art. 13.** A l'annexe XIII, § 2, du même arrêté, les termes "(la sélection peut utilement être guidée par les critères de sélection des équipements présumés dangereux définis à l'annexe IV)" sont supprimés.

**Art. 14.** L'annexe XIV du même arrêté est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoire, transitoire et finale*

**Art. 15.** Le chapitre III du titre premier de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I<sup>er</sup> et II du Règlement général pour la protection du travail est abrogé.

**Art. 16.** Les demandes de permis introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 9 est applicable dès la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

ANNEXE I<sup>re</sup>

« Annexe XII. — Critères permettant de déterminer les notions d'implication importante et d'augmentation ou de modification significatives visées à l'article 61, § 4, dernier alinéa

1. Notion d'équipement présumé dangereux.

Pour l'application du présent arrêté sont présumés dangereux les équipements contenant des produits dangereux en quantité supérieure à une masse de référence dépendant des propriétés dangereuses du produit, de son état physique et éventuellement de sa situation par rapport à un autre équipement dangereux.

Lorsque plusieurs équipements sont en communication permanente, c'est le total du contenu des équipements communicants qui doit être renseigné à moins qu'il n'existe aucun risque de siphonage de l'ensemble des équipements en cas de fuite sur l'un d'entre eux.

Sont également considérés comme équipements dangereux les systèmes ouverts tels que des appareils ou des tuyauteries dont la capacité est inférieure à la masse de référence à considérer mais qui sont capables de libérer une quantité égale ou supérieure en 10 minutes.

Les règles à appliquer pour calculer la masse de référence sont les suivantes :

a. sélectionner une masse de référence  $M_a$  (en kg) en fonction du caractère de danger :

Propriétés du produit	Solide	Liquide	Gazeux
1. Très toxiques	1 000	100	10
• Toxiques	10 000	1 000	100
• Comburantes	10 000	10 000	10 000
• Explosives (définition 2a)	500	500	/
• Explosives (définition 2b)	500	500	/
• Inflammables	/	10 000	/
• Facilement inflammables	/	10 000	/
• Extrêmement inflammables	/	10 000	1 000
• Dangereuses pour l'environnement	100 000	10 000	1 000
• Autres dangers (R14, R15 ou R29)	10 000	10 000	/

a. dans le cas de produits liquides, pondérer les masses en fonction du risque de vaporisation ou d'inflammation.

Les masses de références  $M_a$  renseignées dans le tableau ci-dessus sont à diviser par un coefficient S qui est la somme d'un coefficient S1 et d'un coefficient S2 et dont les limites sont ramenées à :

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = \frac{M_a}{S}$$

Le coefficient S est la somme d'un coefficient S1 et d'un coefficient S2.

Le coefficient S1 tient compte de l'écart entre la température de service  $T_p$  et la température d'ébullition à pression atmosphérique  $T_{eb}$  selon la loi :

$$S1 = 10^{\frac{T_p - T_{eb}}{100}}$$

Le domaine de variation de S1 dépend du lien entre une éventuelle aggravation ou diminution du risque et l'écart entre la température de service et la température d'ébullition.

Ce lien dépend directement des caractères de danger des produits concernés.

Lorsqu'un produit présente plusieurs caractères dangereux, c'est la plus petite valeur de  $M_b$  qui doit être retenue.

Propriétés du produit	Limites de S1
Très toxiques	$1 \leq S1 \leq 10$
Toxiques	$1 \leq S1 \leq 10$
Comburantes	$S1 = 1$
Explosives (définition 2a)	$S1 = 1$
Explosives (définition 2b)	$S1 = 1$
Inflammables	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Facilement inflammables	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Extrêmement inflammables	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Dangereuses pour l'environnement	$1 \leq S1 \leq 10$
Autres dangers (R14, R15 ou R29)	$S1 = 1$

Le coefficient S2 s'applique exclusivement aux procédés à température négative et est donné par la formule :

$$S2 = \frac{T_{eb}}{-50}$$

Les températures sont exprimées en degrés Celsius.

Remarques :

- Dans le cas de mélanges, la température à prendre en compte est la température de début d'ébullition.
- Dans le cas d'un produit instable susceptible de se dissocier avant d'atteindre l'ébullition, la température à prendre en compte est la température de dissociation.
- Dans le cas d'un produit susceptible de polymériser sans dissociation avant d'atteindre l'ébullition, le coefficient S1 est toujours égal à 1.
- La pondération en fonction des aptitudes à se répandre dans l'environnement ne s'applique pas aux substances des catégories 3, 4, 5 et 10.
- Dans le cas où plusieurs substances dangereuses seraient présentes dans un même appareil, il faut faire l'hypothèse que chaque substance peut remplir la totalité de l'appareil.
- Pour le stockage de produits conditionnés en petites quantités (par exemple les magasins de substances formulées contenant des références multiples tels que les magasins de substances pharmaceutiques ou phyto-pharmaceutiques), il ne faut pas tenir compte de la capacité du récipient mais bien de la capacité totale du magasin.

a. pondérer en cas de risque d'effet domino.

Les équipements contenant des matières explosives ou inflammables doivent également être considérées comme équipements dangereux s'ils sont situés à moins de 50 m d'équipements identifiés comme dangereux conformément aux règles a) et b) et si ils contiennent ou peuvent libérer en moins de 10 minutes une masse de produit dangereux supérieure à une masse  $M_c$  calculée comme suit :

$$M_c = S3 \times M_b, \text{ avec } 0,1 \leq S3 \leq 1 \text{ et } S3 = (0,02 \times D)^3$$

D étant la plus courte distance exprimée en m entre les deux équipements.

1. Transformations ou extensions d'un établissement pouvant avoir des implications importantes sur les dangers d'accident majeur.

Sont considérées comme des transformations ou des extensions pouvant avoir des implications importantes :

- La construction en n'importe quel point de l'établissement, d'un nouvel équipement présumé dangereux selon les critères de la présente annexe.
- Le déménagement à l'intérieur de l'établissement d'un équipement présumé dangereux;
- L'implantation d'un poste de déchargement ou de chargement de produit dangereux, d'une installation de combustion ou d'une charge combustible de plus de 100 tonnes à moins de 50 m d'un équipement présumé dangereux déjà autorisé.
- Toute transformation des systèmes de rétention, de collecte ou de destruction des effluents liquides ou gazeux ayant une incidence sur les performances techniques de ces systèmes;
- Toute modification des systèmes de détection de fuites ou de lutte contre l'incendie;
- Toute construction de plus de 2 m de haut et comportant au moins une paroi pleine implantée à moins de 50 m d'un équipement dangereux contenant des gaz liquéfiés sous pression ou des liquides surchauffés.

1. Augmentation significative de la quantité de substance dangereuse présente

Sont considérées comme significatives :

- une augmentation de capacité ou de débit de transfert de plus de 50 % par rapport aux caractéristiques d'un équipement dangereux déjà autorisé;
- toute augmentation de capacité ou de débit qui ferait passer la capacité d'un équipement au delà de la masse de référence pour le classer dangereux;
- toute augmentation de capacité qui aurait une incidence sur la catégorisation de l'établissement par rapport à l'annexe I<sup>re</sup> de l'accord de coopération.

1. Modification significative de la nature ou de la forme physique des substances dangereuses présentes

Sont considérées comme significatives les modifications des états physiques qui ont pour effet d'augmenter de 50 % ou plus les coefficients de pondération servant au calcul des masses de référence pour le classement d'un appareil. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Namur, le 19 avril 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ANNEXE II

« Annexe XIV. — Structure et contenu des études de sûreté visée à l'article 61, § 2.

### 1° Structure de l'étude.

L'étude de sûreté est constituée de 2 grandes parties :

- Une partie descriptive qui constitue l'inventaire des dangers et dont il est possible de dégager une liste d'événements redoutés.
- Une partie analytique qui doit permettre d'évaluer, pour chaque événement redouté :
  - la probabilité de réalisation;
  - la probabilité d'évolution catastrophique;
  - la portée des effets dangereux;
  - un résumé motivant l'acceptabilité du risque associé à chaque événement redouté.

### 2° Contenu de la partie descriptive.

Présentation de l'environnement de l'établissement :

- Description du site et de son environnement comprenant la situation géographique, les données météorologiques, géologiques, hydrographiques et, le cas échéant, son historique.
- Description des zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

Description des installations :

- Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité.
- Description et localisation précise des installations quelconques au sein de l'établissement (stockages, production et toute autre activité) qui peuvent présenter un danger d'accident majeur.
- Description des conditions dans lesquelles un accident majeur pourrait se produire et des facteurs susceptibles de provoquer directement ou indirectement le déclenchement d'un accident majeur.
- Description des mesures préventives telles que le contrôle des paramètres techniques et les équipements installés pour la sécurité des installations.
- Description des équipements mis en place pour limiter les conséquences des émissions de produits dangereux ou des accidents majeurs.

Description des procédés :

Les procédés visés sont ceux qui mettent en œuvre une ou plusieurs substances, préparations ou mélanges dangereux au sens de l'accord de coopération.

La description comprend :

- un diagramme des opérations effectuées renseignant les flux de matière, les réactions et, lorsqu'ils sont importants, les flux énergétiques, accompagné d'un texte explicatif décrivant les fonctions des divers appareils dont par ailleurs l'implantation sera définie de façon précise sur plan;
- un schéma fonctionnel des tuyauteries, des appareils et de l'instrumentation nécessaires au contrôle des opérations;
- une notice sur les mécanismes de réaction et de contrôle convenablement référencée pour permettre une localisation facile des appareils et instruments sur le schéma fonctionnel;
- une notice sur les risques inhérents à un développement incontrôlé des réactions et sur les moyens de prévention des défaillances et de modération des conséquences.

Description des substances, préparations et mélanges dangereux :

- Identification des substances constitutives par la désignation chimique, les numéros CAS et CEE et la désignation dans la nomenclature UICPA.
- Quantité maximale présente ou susceptible d'être présente sur le site.
- Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indications des dangers aussi bien immédiats que différés pour l'homme ou l'environnement.
- Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou lors des situations accidentelles prévisibles.

### 3° Contenu de la partie analytique.

Sélection des installations dangereuses.

- Description et localisation sur plan de toutes les installations au sein de l'établissement (stockages, production et toute autre activité) qui peuvent libérer de grandes quantités de substances dangereuses ou de grandes quantités d'énergie.

Identification des événements redoutés :

- Description des événements incontrôlables et d'une amplitude suffisante pour constituer un danger grave, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être affectées par de tels événements impliquant l'établissement.

Référence aux accidents historiques :

- Description des accidents et quasi-accidents, survenus sur le site ou ailleurs, avec des produits identiques ou possédant des propriétés comparables.

Analyse de la sûreté des installations.

- Cette partie de l'étude doit mettre en évidence l'adéquation entre d'une part les événements redoutables et d'autre part les moyens de prévention ou d'atténuation des conséquences des événements redoutables.
- La démonstration de la sûreté des installations se fait sur la base de l'approche hybride en évaluant s'il y a lieu :
  - *La portée des effets dangereux.*

Les effets à prendre en compte sont :

- les surpressions engendrées par les explosions;
- le rayonnement thermique des feux de flaques, des torches ou des boules de feu;
- les concentrations dans l'air de produits dangereux pour la santé;
- tout autre effet dommageable pour l'environnement.
- *La probabilité d'une émission massive de substances dangereuses :*
- Analyse détaillée des conditions dans lesquelles un événement redouté peut se réaliser, que les causes soient d'origine interne ou d'origine externe.
- Estimation de la probabilité de réalisation sur base des probabilités d'apparition des événements initiateurs et de la fiabilité des moyens de prévention.
- *La probabilité d'évolution catastrophique :*
- Analyse des conditions dans lesquelles un événement incontrôlable peut conduire à un accident majeur.
- Estimation des probabilités d'évolution catastrophique sur base des statistiques météorologiques et de la fiabilité des moyens d'alerte et d'intervention.

#### Synthèse.

Un document de synthèse est rédigé et structuré comme suit :

- Substances dangereuses faisant l'objet de l'étude :

Dénomination, caractères dangereux et aptitude à se répandre dans l'environnement.

- Evénements redoutés examinés dans l'étude :

1. Equipements concernés.
2. Evénements redoutés.
3. Probabilités de réalisation des événements incontrôlables et de leur évolution catastrophique.
4. Nature et portée des effets dangereux. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Namur, le 19 avril 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1675

[2007/201520]

#### 19. APRIL 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3 Absätze 3, 17 und 21 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 19. Februar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 42.181/4;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen die Vorbeugung von schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und die Begrenzung ihrer Auswirkungen zum Ziel hat; dass zwecks der Umsetzung dieser Richtlinie ein Mechanismus eingeführt wurde, der einerseits auf der Verpflichtung für den Betreiber, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um das Eintreten eines solchen Unfalls zu vermeiden, und andererseits auf einem Informationssystem beruht, das für die Kontrolle dieser Maßnahmen durch die Behörden und die Verbreitung von Informationen bei der Bevölkerung erforderlich ist; dass die anwendbare Regelung je nach der Anzahl der vorhandenen gefährlichen Stoffe mehr oder weniger streng ist: so werden für SEVESO-Betriebe mit der "kleinen Schwelle" eine Notifizierung, eine Vorbeugungspolitik und ein interner Notfallplan auferlegt; für die SEVESO-Betriebe mit der "großen Schwelle" werden darüber hinaus noch ein Sicherheitsbericht und ein externer Notfallplan verlangt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung über diese Verpflichtungen hinaus im Jahre 2001 in die Allgemeine Arbeitsschutzordnung (A.A.S.O.) die Verpflichtung aufgenommen hat, jedem Genehmigungsantrag für einen SEVESO-Betrieb entweder eine Notiz zur Gefahrenermittlung oder eine Sicherheitsstudie beizufügen, je nachdem es sich um einen Betrieb "kleine Schwelle" oder einen Betrieb "große Schwelle" handelt; dass die Wallonische

Regierung im 2002 darauf bestanden hat, diese Regelung im neuen normativen Rahmen für die Umweltgenehmigungen aufrechtzuerhalten; dass sie zu diesem Zweck im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung diese selbe Bestimmung in ein besonders diesen Betrieben gewidmetes Kapitel aufgenommen hat, indem auf die Rubrik 63.12.18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten Bezug genommen wurde; dass die Einführung dieser Rubrik als nicht von der Wallonischen Regierung erwünschten Fehleffekt die Tatsache bewirkte, dass die Bestimmung eines Betriebs als SEVESO-Betrieb in Anwendung des Artikels 10 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zu einer einen Genehmigungsantrag auslösenden Tatsache wurde; dass in Anwendung der gegenwärtigen Gesetzgebung einem bereits (für seine Haupt- und Nebentätigkeiten, worunter die Lagerung von gefährlichen Stoffen) genehmigten Betrieb somit die Einreichung eines neuen Genehmigungsantrags auferlegt werden könnte, falls die Schwelle geändert (Neufassung der Richtlinie) oder ein Produkt eingestuft wird, und dies trotz der Tatsache, dass keine physische Änderung (Aus- oder Umbau) und demnach keine Erhöhung der Gefahren stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass ein Betrieb ein SEVESO-Betrieb ist, auf keinerlei Weise die Entstehung neuer Gefahren verursacht; dass die Risiken, die sich aus einem solchen als SEVESO-Betrieb gekennzeichneten Betrieb, ergeben bereits vor dieser Kennzeichnung bestehen und im Rahmen der Problematik der Vorbeugung von schweren Unfällen auf die Tätigkeit der Lagerung von gefährlichen Stoffen als solche zurückzuführen sind, welche bereits durch eine Genehmigung bezüglich der Umsetzung der Rubrik(en) des Erlasses "Liste" betreffend diese Lagerungstätigkeit gedeckt ist; dass, obwohl es unerlässlich ist, dass die Behörden im Rahmen eines Genehmigungsantrags über die komplette Akte des Betriebs einschließlich aller Auskünfte zur Problematik der "schweren Unfälle" (Notiz zur Gefahrenermittlung/Sicherheitsstudie) verfügen, der Umstand, dass ein Betrieb ein SEVESO-Betrieb ist, als solcher kein einen Genehmigungsantrag auslösender Tatbestand sein sollte; dass dieses Verfahren einen hohen Verwaltungsaufwand mit sich bringt, der in keinem Verhältnis zum gesetzten Ziel steht, das darin besteht, der zuständigen Verwaltungsbehörde zu ermöglichen, über die zur Untersuchung der SEVESO-Akte notwendigen Dokumente (Notiz zur Gefahrenermittlung und Sicherheitsstudie) zu verfügen;

In der Erwägung, dass diesem hohen Verwaltungsaufwand ein Ende gesetzt werden sollte, wobei die Verpflichtung für die Betreiber eines solchen SEVESO-Betriebs, die erforderlichen Auskünfte zeitig mitzuteilen, aufrechtzuerhalten ist; dass zum Erreichen dieses Ziels folgende Maßnahmen parallel zur Abschaffung der Rubriken 63.12.18.01 und 63.12.18.02 einzuführen sind:

— jeder Betreiber eines "SEVESO"-Betriebs, der einen Genehmigungsantrag einreicht, muss dazu verpflichtet werden, seinem Antrag die Notiz zur Gefahrenermittlung (für die "kleinen Schwellen") oder die Sicherheitsstudie (für die "großen Schwellen") beizufügen;

— das Maßnahmenpaket, das im Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen vorgesehen wird, ist mit folgenden Maßnahmen zu ergänzen:

° die Verpflichtung für den Betreiber eines SEVESO-Betriebs "kleine Schwelle", die Notiz zur Gefahrenermittlung (deren Inhalt in der Anlage XIII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bestimmt ist) innerhalb drei Monaten nach der für die Notifizierung auferlegten Frist mitzuteilen, und

° die Verpflichtung für den Betreiber eines SEVESO-Betriebs "große Schwelle", die Sicherheitsstudie (deren Inhalt in der Anlage XIV zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bestimmt ist) in seinen Sicherheitsbericht aufzunehmen;

In der Erwägung, dass die Verbindung dieser beiden Mechanismen eine rein administrative Vereinfachung ermöglicht ohne Auswirkungen auf die durch Artikel 23 der Verfassung garantierten Rechte; in der Erwägung, dass diese Anpassung der Verfahren keine bedeutende Verringerung des Umweltschutzes ergibt, da die eigentlichen Tätigkeiten in Zusammenhang mit der Lagerung von gefährlichen Stoffen weiterhin der Erteilung einer Umweltgenehmigung unterliegen; dass das Ziel, auf einen einfachen Mechanismus für die Übermittlung an die zuständige Dienststelle von Informationen zur SEVESO-Problematik zurückgreifen zu können, auf diese Weise besser erreicht wird: unter allen Umständen verfügen die Behörden ggf. innerhalb einer kürzeren Frist über alle zur Untersuchung der SEVESO-Akte und, falls nötig, zur Verbesserung der Betriebsbedingungen der betreffenden Anlagen notwendigen Informationen; in der Erwägung, dass Artikel 31 des Zusammenarbeitsabkommens hinsichtlich der Strafverfolgungen und administrativen Strafen anwendbar bleibt, falls das durch den Erlassentwurf zur Festlegung der sektorenbezogenen Maßnahmen, die auf die Betriebe anwendbar sind, die Gefahren in Verbindung mit schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen aufweisen, eingeführte Informationssystem nicht beachtet wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Allgemeine Bestimmung

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass hat die teilweise Umsetzung der Richtlinie 2003/105/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2003 zur Änderung der Richtlinie 96/82/EG des Rates zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen zum Zweck.

#### KAPITEL II — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten

**Art. 2** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten wird ein wie folgt verfasster Artikel *3ter* eingefügt:

«Art. *3ter* - Die in der Anlage I zum vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe, in denen gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die die in den Spalten 2 und 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen erreichen oder überschreiten, werden in die Klasse 1 eingestuft, ungeachtet ihrer Einstufung in der besagten Anlage.»

**Art. 3** - In der Anlage I zum selben Erlass werden die Fußnoten Nrn. 17 bis 25 die Fußnoten 16 bis 24.

**Art. 4** - Die Rubrik 63.12.18 und die Anlage II zum selben Erlass werden außer Kraft gesetzt.

KAPITEL III — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 5** - In Artikel 1 § 3 2° 5° und 10° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten" durch "Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 3 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "in der Rubrik 63.12.18 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betrieb" durch "in der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Betrieb" ersetzt.

**Art. 7** - Die Überschrift von Kapitel II, Abschnitt 3 desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Ergänzende Bestimmungen für die Betriebe, die im Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen erwähnt sind».

**Art. 8** - In Artikel 59 § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten" durch "Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens" ersetzt.

**Art. 9** - Artikel 59 § 2 Absätze 5 und 6 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«5. Die Ausbeutung (Prospektion, Förderung und Behandlung) von Mineralstoffen in Gruben, Steinbrüchen oder anhand von Bohrwerken, mit Ausnahme der Vorgänge zur chemischen und thermischen Behandlung und der Lagerung in Verbindung mit diesen Vorgängen, aus denen sich das Vorhandensein von gefährlichen Stoffen ergibt, so wie in Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens bestimmt;

6. die Abfalldeponien, mit Ausnahme der im Betrieb befindlichen Anlage zur Beseitigung von taubem Gestein, einschließlich der Klärbecken für taubes Gestein, die gefährliche Stoffe enthalten, so wie in Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens bestimmt, insbesondere wenn sie in Verbindung mit der chemischen und thermischen Behandlung von Mineralien benutzt werden.»

**Art. 10** - In Artikel 61 § 1 und § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten" durch "Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens" ersetzt.

Der Artikel 61, § 2, 3° desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«3° ausreichende Informationen über die Ansiedlung und das Vorhandensein von Tätigkeiten oder Einrichtungen in der Nachbarschaft des Betriebs enthält und den Namen der befugten Organe angibt, die sich an der Ausarbeitung der Studie beteiligt haben. Die Struktur und der Mindestinhalt der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Sicherheitsstudie werden in der Anlage XIV des vorliegenden Erlasses bestimmt.»

**Art. 11** - Artikel 62 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 62 - Jeder Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder auf eine Globalgenehmigung, der einen Betrieb betrifft, wo gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die die in den Teilen 1 und 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens erreichen oder überschreiten, und dem in Anwendung von Artikel 61 eine Notiz zur Gefahrenermittlung oder eine Sicherheitsstudie beizufügen ist, muss der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen und dem regionalen Interventionsdienst zur Begutachtung vorgelegt werden.

In dem Gutachten der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen wird insbesondere angegeben, ob für den betroffenen Betrieb die Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit oder die Folgen eines schweren Unfalls aus Gründen des Standorts oder der unmittelbaren Nähe von Betrieben und deren Inventare gefährlicher Stoffe erhöht werden können.»

**Art. 12** - Die Anlage XII zum selben Erlass wird durch die Anlage I zum vorliegenden Erlass ersetzt.

**Art. 13** - In der Anlage XIII, § 2 zum selben Erlass werden die Wörter "(bei der Auswahl dieser Anlagen kann man sich sinnvoll an den in der Anlage IV bestimmten Auswahlkriterien der mutmaßlich gefährlichen Ausrüstungen orientieren)" gestrichen.

**Art. 14** - Die Anlage XIV zum selben Erlass wird durch die Anlage II zum vorliegenden Erlass ersetzt.

KAPITEL IV — *Aufhebende, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 15** - Der Titel I, Kapitel III des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Artikel 9 sofort ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgisches Staatsblatt* anwendbar.

**Art. 17** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN



## ANLAGE I

«Anlage XII — Kriterien zur Bestimmung der in Artikel 61 § 4 letzter absatz erwähnten Vorstellungen einer bedeutenden Auswirkung und einer bedeutenden Erhöhung oder Veränderung

## 1. Begriff der mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als mutmaßlich gefährlich die Ausrüstungen, die gefährliche Stoffe in Mengen enthalten, die eine von den gefährlichen Eigenschaften des Produktes, seinem physikalischen Zustand und ggf. seinem Standort im Verhältnis zu einer anderen gefährlichen Ausrüstung abhängende Bezugsmasse überschreiten.

Wenn mehrere Ausrüstungen ständig miteinander verbunden sind, dann muss der gesamte Inhalt der in Verbindung stehenden Ausrüstungen gemeldet werden, es sei denn, es gibt keine Gefahr einer Entleerung der gesamten Ausrüstung im Falle eines Lecks an einer dieser Ausrüstungen.

Als gefährliche Ausrüstungen gelten ebenfalls solche offene Systeme wie Geräte oder Rohrleitungen, deren Kapazität unter der zu berücksichtigenden Bezugsmasse liegt, die aber in einer Zeitspanne von 10 Minuten eine gleiche oder höhere Menge freisetzen können.

Zur Berechnung der Bezugsmasse sind die folgenden Regeln anzuwenden:

a. im Verhältnis zur Gefährlichkeit eine Bezugsmasse  $M_a$  (in Kg) auswählen:

Eigenschaften des Produkts	Fest	Flüssig	Gas
1. Sehr giftig	1 000	100	10
• Giftig	10 000	1 000	100
• Oxydierend	10 000	10 000	10 000
• Explosionsgefährlich (Definition 2a)	500	500	/
• Explosionsgefährlich (Definition 2b)	500	500	/
• Entzündlich	/	10 000	/
• Leicht entzündlich	/	10 000	/
• Hochentzündlich	/	10 000	1 000
• Umweltgefährlich	100 000	10 000	1 000
• Sonstige Gefahren (R14, R15 oder R29)	10 000	10 000	/

a. bei flüssigen Produkten die Bezugsmassen im Verhältnis zur Verdampfungs- bzw. Entzündungsgefahr gewichten.

Die in der vorstehenden Tabelle angeführten Bezugsmassen  $M_a$  sind durch einen Koeffizienten S zu teilen, der die Summe eines Koeffizienten S1 und eines Koeffizienten S2 ist und dessen Grenzen wie folgt herabgesetzt werden:

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = \frac{M_a}{S}$$

Der Koeffizient S entspricht der Summe eines Koeffizienten S1 und eines Koeffizienten S2.

Der Koeffizient S1 berücksichtigt den Unterschied zwischen der Betriebstemperatur  $T_p$  und der Siedetemperatur bei Luftdruck  $T_{eb}$  nach dem folgenden Gesetz:

$$S1 = 10 \frac{T_p - T_{eb}}{100}$$

Der Schwankungsbereich von S1 hängt von der Verbindung zwischen einer eventuellen Erhöhung bzw. Verminderung der Gefahr mit dem Unterschied und der Betriebstemperatur und der Siedetemperatur ab.

Diese Verbindung hängt unmittelbar von der Gefährlichkeit der betreffenden Produkte ab.

Wenn ein Produkt mehrere gefährlichen Merkmale aufweist, so ist der niedrigste Wert von  $M_b$  anzuwenden.

Eigenschaften des Produkts	Grenzwerte für S1
Sehr giftig	$1 \leq S1 \leq 10$
Giftig	$1 \leq S1 \leq 10$
Oxydierend	$S1 = 1$
Explosionsgefährlich (Definition 2a)	$S1 = 1$
Explosionsgefährlich (Definition 2b)	$S1 = 1$
Entzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Leicht entzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Hochentzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Umweltgefährlich	$1 \leq S1 \leq 10$
Sonstige Gefahren (R14, R15 oder R29)	$S1 = 1$

Der Koeffizient S2 findet ausschließlich bei Verfahren mit negativer Temperatur Anwendung und ergibt sich aus der Formel:

$$S2 = \frac{T_{eb}}{-50}$$

Die Temperaturen werden in Grad Celsius ausgedrückt.

Bemerkungen:

- Bei Mischungen ist die zu berücksichtigende Temperatur die Temperatur am Siedeanfang.
- Bei einem Produkt, das nicht stabil ist und bei dem eine Dissoziation vor dem Sieden möglich wäre, ist die zu berücksichtigende Temperatur die Dissoziationstemperatur.
- Bei einem Produkt, das vor dem Sieden ohne Dissoziation polymerisieren könnte, entspricht der Koeffizient S1 immer 1.
- Die Gewichtung mit den Koeffizienten S1 und S2 findet keine Anwendung für Produkte der Kategorien 3, 4, 5, und 10.
- Falls mehrere gefährliche Stoffe im selben Gerät vorhanden wären, muss man davon ausgehen, dass jeder Stoff die Gesamtheit des Geräts füllen kann.
- Bei der Lagerung von in kleinen Mengen verpackten Produkten (z.B. Lager für formulierte Substanzen, die mehrfache Referenzen enthalten, wie z.B. Lager für pharmazeutische oder phyto-pharmazeutische Stoffe) muss man nicht die Kapazität des Behälters sondern die Gesamtkapazität des Lagers berücksichtigen.

a. Gewichtung bei Risiko eines Dominoeffekts.

Ausrüstungen mit explosionsgefährlichen oder entzündlichen Stoffen müssen ebenfalls als gefährliche Ausrüstungen betrachtet werden, wenn sie in einer Entfernung von weniger als 50 m von Ausrüstungen, die gemäß den Regeln a) und b) als gefährlich anerkannt sind, stehen, und wenn sie eine Masse von gefährlichen Produkten enthalten oder in weniger als 10 Minuten freisetzen können, die höher ist als eine wie folgt berechnete Masse  $M_c$ :

$$M_c = S3 \times M_b \text{ wo } 0,1 \leq S3 \leq 1 \text{ und } S3 = (0,02 \times D)^3$$

D entspricht der in Metern ausgedrückten kürzesten Entfernung zwischen den beiden Ausrüstungen.

1. Um- oder Ausbau eines Betriebs, der schwerwiegende Auswirkungen auf die Gefahren schwerer Unfälle haben kann.

Als Um- oder Ausbau eines Betriebs, der schwerwiegende Auswirkungen auf die Gefahren schwerer Unfälle haben kann, gelten:

- Der Bau an irgendwelcher Stelle des Betriebs einer neuen, gemäß den Kriterien der vorliegenden Anlage als mutmaßlich gefährlich zu betrachtenden Ausrüstung;
- Die Verlegung innerhalb des Betriebs einer mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung;
- Die Anbringung einer Ent- und Beladestelle für gefährliche Produkte, einer Verbrennungsanlage oder einer Ladung eingesetzter Brennstoffe von mehr als 100 Tonnen in einer Entfernung von weniger als 50 m von einer schon zugelassenen mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung;
- Jegliche Änderung an den Systemen zur Retention, Sammlung oder Vernichtung der Abwässer oder -gase, die eine Auswirkung auf die technischen Leistungen dieser Systeme haben könnte;
- Jegliche Abänderung der Lecksuche- bzw. Brandentdeckungssysteme;
- Jeglicher Bau, der höher als 2 m ist, mit mindestens einer vollen Wand, die in einer Entfernung von weniger als 50 m von einer gefährlichen Ausrüstung mit komprimierten Flüssiggasen oder überhitzten Flüssigkeiten steht.

1. Bedeutende Erhöhung der Quantität der vorhandenen gefährlichen Stoffe.

Als bedeutend gelten:

- Eine Erhöhung der Kapazität oder der Verarbeitungsgeschwindigkeit um mehr als 50% im Verhältnis zu den Eigenschaften einer schon zugelassenen gefährlichen Ausrüstung;
- Jegliche Erhöhung der Kapazität oder der Verarbeitungsgeschwindigkeit, infolge deren die Kapazität einer Ausrüstung die Bezugsmasse für die Einstufung als gefährliche Ausrüstung übersteigen würde;
- Jegliche Erhöhung der Kapazität, die eine Auswirkung auf die Einstufung des Betriebs hinsichtlich der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens hätte.

1. Bedeutende Änderung der Art oder der physikalischen Form der vorhandenen gefährlichen Stoffe.

Als bedeutend gelten die Änderungen der physikalischen Zustände, die eine Erhöhung um 50% oder mehr der Gewichtungskoeffizienten, die zur Berechnung der Bezugsmassen für die Einstufung eines Geräts dienen, zur Folge haben.»

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 über die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. April 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE II

«Anlage XIV — Struktur und Inhalt der Sicherheitsstudien nach Artikel 61 § 2.

**1° Struktur der Studie.**

Die Sicherheitsstudie besteht aus 2 Hauptteilen:

- Ein beschreibender Teil, der das Verzeichnis der Gefahren bildet, und aus dem es möglich ist, eine Liste der befürchteten Ereignisse herzuleiten.
- Ein analytischer Teil, anhand dessen für jedes befürchtete Ereignis folgende Schätzungen möglich sind:
  - die Eintrittswahrscheinlichkeit;
  - die Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung;
  - die Tragweite der gefährlichen Auswirkungen;
  - eine Zusammenfassung zur Begründung der Akzeptanz des mit jedem befürchteten Ereignis verbundenen Risikos.

**2° Inhalt des beschreibenden Teils.**

Darstellung der Betriebsumgebung:

- Beschreibung des Standorts und dessen Umgebung einschließlich der geographischen Lage, der meteorologischen, geologischen, hydrographischen Daten, und ggf. der Vorgeschichte.
- Beschreibung der Gebiete, die durch einen schweren Unfall betroffen werden könnten.

Beschreibung der Anlagen:

- Beschreibung der wichtigsten Tätigkeiten und Produktionen der sicherheitsrelevanten Teile des Betriebs.
- Beschreibung und genaue Angabe der Ortslage aller Anlagen innerhalb des Betriebs (Lager, Produktion oder sonstige Tätigkeit), die die Gefahr eines schweren Unfalls aufweisen können.
- Beschreibung der Umstände, unter denen ein schwerer Unfall stattfinden könnte und der Faktoren, die einen schweren Unfall direkt oder indirekt auslösen könnten.
- Beschreibung der Vorbeugungsmaßnahmen, worunter die Kontrolle der technischen Parameter und der für die Sicherheit der Anlagen angebrachten Vorrichtungen.
- Beschreibung der zur Begrenzung der Auswirkungen von Emissionen gefährlicher Stoffe oder schweren Unfällen eingesetzten Ausrüstungen.

Beschreibung der Verfahren:

Die betroffenen Verfahren sind diejenigen, die eine oder mehrere im Sinne des Zusammenarbeitsabkommens gefährliche Stoffe, Zubereitungen oder Mischungen benutzen.

Die Beschreibung umfasst:

- ein Diagramm der ausgeführten Vorgänge unter Angabe der Werkstoffflüsse, der Reaktionen, der Energieflüsse wenn letztere bedeutend sind; diesem Diagramm wird eine Beschreibung der Funktionen der verschiedenen Geräte beigelegt, deren Ortslage auf einem Plan genau angegeben wird;
- ein Funktionsschema der Leitungen, Geräte und der für die Kontrolle der Vorgänge notwendigen Instrumente;
- eine mit den erforderlichen Verweisen versehene Notiz über die Reaktions- und Kontrollmechanismen zwecks einer einfachen Standortbestimmung der Geräte und Instrumente auf dem Funktionsschema;
- eine Notiz über die Risiken einer unkontrollierten Entwicklung der Reaktionen und die Maßnahmen zur Vorbeugung der Störungen und Begrenzung der Auswirkungen.

Beschreibung der gefährlichen Stoffe, Zubereitungen und Mischungen:

- Identifizierung der Bestandteile anhand der chemischen Bezeichnung, der CAS- und EWG-Nummern und des IUPAC-Systems.
- Höchstmenge, die vor Ort vorhanden ist oder sein könnte.
- Physikalische, chemische und toxikologische Merkmale sowie Angabe der für Mensch oder Umwelt unmittelbar bestehenden und der sich erst später auf sie auswirkenden Gefahren.
- Physikalisches oder chemisches Verhalten unter normalen Benutzungsbedingungen oder bei vorhersehbaren Unfallsituationen.

**3° Inhalt des analytischen Teils.**

Auswahl der gefährlichen Anlagen.

- Beschreibung und Lokalisierung auf einem Plan aller Anlagen innerhalb des Betriebs (Lager, Produktion oder sonstige Tätigkeiten), die große Mengen gefährlicher Stoffe oder große Energiemengen freisetzen können.

Identifizierung der befürchteten Ereignisse:

- Beschreibung der unkontrollierbaren Ereignisse mit einem derartigen Ausmaß, dass sie eine ernste Gefahr darstellen, einschließlich der Karten, Bilder und ggf. Beschreibungen, die Zonen darstellen, die durch solche mit dem Betrieb verbundene Ereignisse betroffen werden können.

Bezugnahme auf frühere Unfälle:

- Beschreibung der Unfälle und Beinaheunfälle, die sich an dem Standort oder andernorts mit identischen Produkten oder Stoffen mit ähnlichen Merkmalen ereignet haben.

Analyse der Sicherheit der Anlagen.

- Dieser Teil der Studie soll die Übereinstimmung zwischen den befürchteten Ereignissen und den Mitteln zur Vorbeugung oder Minderung der Folgen dieser befürchteten Ereignisse hervorheben.
- Die Beweisführung der Sicherheit der Anlagen erfolgt auf der Grundlage des hybriden Ansatzes, wobei ggf. folgende Faktoren bewertet werden:

○ die Tragweite der gefährlichen Auswirkungen.

Die zu berücksichtigenden Auswirkungen sind:

- die sich aus den Explosionen ergebenden Überdrücke;
- die thermische Strahlung von brennenden Flüssigkeiten, Fackeln, Feuerkugeln;
- die Konzentrationen von gesundheitsgefährdenden Stoffen in der Luft;
- sonstige umweltschädliche Auswirkungen.

- *Die Wahrscheinlichkeit einer massiven Emission von gefährlichen Stoffen:*
- Detaillierte Analyse der Umstände, unter denen ein befürchtetes Ereignis eintreten kann, ob die Ursache inner- oder außerbetrieblich ist.
- Schätzung der Eintrittswahrscheinlichkeit aufgrund der Wahrscheinlichkeit des Eintretens von auslösenden Ereignissen und der Zuverlässigkeit der Vorbeugungsmittel.
- *Die Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung:*
- Analyse der Umstände, unter denen ein unkontrollierbares Ereignis zu einem schweren Unfall führen kann.
- Schätzung der Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung aufgrund der Wetterstatistik und der Zuverlässigkeit der Alarm- und Einsatzmittel.

**Synthese.**

Eine Synthese wird wie folgt verfasst und gegliedert:

- Gefährliche Stoffe, die den Gegenstand der Studie bilden:

Bezeichnung, Gefährlichkeit und Neigung, sich in die Umwelt zu verbreiten.

- In der Studie untersuchte befürchtete Ereignisse:

1. Betroffene Ausrüstungen.
2. Befürchtete Ereignisse.
3. Wahrscheinlichkeit des Eintretens unkontrollierbarer Ereignisse und derer katastrophalen Entwicklung.
4. Art und Tragweite der gefährlichen Auswirkungen.»

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 über die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Avril 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1675

[2007/201520]

**19 APRIL 2007. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, derde lid, 17 en 21, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 42.181/4 van de Raad van State, uitgebracht op 19 februari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat Richtlijn 96/82/EG van 9 december 1996 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn de preventie van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn en de beperking van de desbetreffende gevolgen beoogt; dat met het oog op de omzetting van deze richtlijn een stelsel tot stand is gebracht dat berust op de verplichting voor de uitbater om de nodige maatregelen te treffen teneinde dergelijk ongeval te voorkomen, enerzijds, en op een informatief systeem dat de overheid nodig heeft om controle op die maatregelen uit te oefenen en om informatie aan de bevolking te verstrekken, anderzijds; dat het toepasselijke stelsel min of meer versterkt wordt naargelang van de hoeveelheid aanwezige gevaarlijke stoffen: zodoende worden aan de inrichting SEVESO "lage drempel" een kennisgeving, een preventiebeleid en een intern urgentieplan opgelegd; aan de inrichting SEVESO "hoge drempel" worden bovendien een veiligheidsrapport en een extern urgentieplan opgelegd;

Overwegende dat de Waalse Regering bovenop deze verplichtingen in 2001 het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming heeft aangevuld met de verplichting elke vergunningaanvraag betreffende een SEVESO bedrijf vergezeld te laten gaan van een nota betreffende de identificatie van de gevaren of van een veiligheidsstudie naar gelang het gaat om een "lage drempel" of om een "hoge drempel"; dat de Waalse Regering in 2002 deze regeling heeft willen handhaven in het nieuwe normatieve kader betreffende de milieuvergunning; dat ze daartoe dezelfde bepaling in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning heeft opgenomen in een hoofdstuk dat speciaal voor die inrichtingen bestemd is, waarbij verwezen wordt naar de rubriek 63.12.18 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten; dat de invoering van deze rubriek het niet door de Regering gewenste averrechts effect heeft gehad dat het kenmerk "SEVESO" van een bedrijf bij toepassing van artikel 10 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, aanleiding heeft gegeven tot vergunningaanvragen; dat de toepassing van de huidige regelgeving als gevolg zou kunnen hebben dat de inrichting - die overigens al vergund is (voor haar hoofd- en bijkomende activiteiten, o.a het opslaan van gevaarlijke stoffen) - een nieuwe vergunningaanvraag zou moeten indienen in geval van drempelwijziging (herziening van de richtlijn) of van de indeling van een product, terwijl er geen fysische wijziging (uitbreiding of verbouwing) en, bijgevolg, geen risicoverhoging heeft plaatsgevonden;

Overwegende dat het feit dat een bedrijf dat "SEVESO" gekenmerkt is geenszins het optreden van nieuwe risico's inhoudt; dat de risico's i.v.m. een "SEVESO"-bedrijf al vóór deze etikettering aanwezig zijn en in het kader van de problematiek van de preventie van zware ongevallen verband houden met de eigenlijke opslag van gevaarlijke stoffen, die reeds het voorwerp is van een vergunning via de tenuitvoerlegging van een rubriek (van rubrieken) van het besluit "lijst" betreffende deze opslagactiviteit; dat, alhoewel de overheid in het kader van een vergunningaanvraag moet

kunnen beschikken over het volledige dossier van het bedrijf, met inbegrip van de gegevens over de problematiek "zware ongevallen" (nota betreffende de identificatie van de gevaren/veiligheidsstudie), het feit dat een bedrijf het etiket "SEVESO" heeft dus geen aanleiding zou moeten geven tot vergunningaanvragen; dat deze procedure een administratieve logheid met zich mee brengt die niet strookt met de nagestreefde doelstelling, met name de bevoegde administratieve overheid laten beschikken over de documenten (nota betreffende identificatie van de risico's en veiligheidsstudie) die nodig zijn voor de vlotte behandeling van het "SEVESO" dossier;

Overwegende dat het geboden is deze administratieve logheid te verhelpen en tegelijkertijd de exploitanten van een "SEVESO"-bedrijf verder te verplichten de vereiste gegevens te gelegener tijd te verstrekken; dat het om deze doelstelling te halen past samen met de opheffing van de rubrieken 63.12.18.01 en 63.12.18.02. :

— elke exploitant van een "SEVESO"-bedrijf die een vergunningaanvraag indient te verplichten een nota betreffende de identificatie van de gevaren (voor de lage drempels) of de veiligheidsstudie (voor de hoge drempels) bij zijn aanvraag te voegen;

— de lijst aan te vullen van de maatregelen die vastliggen in het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, door :

° de exploitant van een SEVESO-bedrijf "lage drempel" te verplichten de nota betreffende de identificatie van de gevaren (waarvan de inhoud nader bepaald wordt in bijlage XIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning) binnen drie maanden na de voor de kennisgeving voorgeschreven termijn over te leggen en

° de exploitant van een SEVESO-bedrijf "hoge drempel" te verplichten de veiligheidsstudie (waarvan de inhoud nader bepaald wordt in bijlage XIV bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning) in zijn veiligheidsrapport op te nemen;

Overwegende dat door de combinatie van deze twee mechanismen een louter administratieve vereenvoudiging verwezenlijkt wordt zonder gevolg voor de rechten gewaarborgd krachtens artikel 23 van de Grondwet; dat immers geen noemenswaardige daling van het milieubeschermingsniveau uit deze procedurale aanpassing zal voortvloeien daar voor de eigenlijke activiteiten inzake de opslag van gevaarlijke stoffen nog steeds een milieuvergunning vereist wordt; dat de doelstelling die erin bestaat gebruik te maken van een eenvoudig mechanisme om gegevens over de "SEVESO"-problematiek aan de bevoegde dienst over te maken zodoende beter gehaald wordt: hoe dan ook, de overheid beschikt, desgevallend binnen een kortere termijn, over alle gegevens die nodig zijn voor de behandeling van het dossier "SEVESO" en, desnoods, voor de verbetering van de werkingsvoorwaarden in de bedoelde inrichtingen; dat in geval van niet inachtneming van het informatieve systeem waarin voorzien wordt bij het ontwerp van besluit tot bepaling van de sectorale van toepassing op de inrichtingen waar gevaarlijke stoffen gevaar voor zware ongevallen kunnen veroorzaken, artikel 31 van het samenwerkingsakkoord van toepassing is wat de straffen en administratieve sancties betreft;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Dit besluit beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2003/105/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2003 tot wijziging van Richtlijn 96/82/EG van de Raad betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten*

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt aangevuld met een artikel 3ter, luidend als volgt :

« Art. 3ter. De inrichtingen bedoeld in bijlage I bij dit besluit waar gevaarlijke stoffen aan te treffen zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de drempels vermeld in de kolommen 2 en 3 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de risico's van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, worden in klasse 1 ingedeeld, niettegenstaande de indeling die hen in dezelfde bijlage wordt toegewezen. »

**Art. 3.** In bijlage I bij hetzelfde besluit worden de voetnota's nrs. 17 tot 25 de voetnota's nrs. 16 tot 24.

**Art. 4.** De rubriek 63.12.18 en bijlage II bij hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse Maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 5.** In artikel 1, § 3, 2°, 5° en 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de termen "II bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten" vervangen door de termen "I bij het samenwerkingsakkoord".

**Art. 6.** In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "bedoeld in rubriek 63.12.18 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten" vervangen door de woorden "bedoeld in bijlage I bij het samenwerkingsakkoord".

**Art. 7.** Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Aanvullende bepalingen betreffende de inrichtingen bedoeld in het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn. »

**Art. 8.** In artikel 59, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "II bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten" vervangen door de woorden "I bij het samenwerkingsakkoord".

**Art. 9.** Artikel 59, § 2, vijfde en zesde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 5.de exploitatie (prospectie, winning en verwerking) van delfstoffen in mijnen en groeven of d..m.v. boringen, met uitzondering van chemische en thermische verwerkingshandelingen en de daarmee gepaard gaande opslag, waarbij gevaarlijke stoffen zoals omschreven in bijlage I bij het samenwerkingsakkoord betrokken zijn;

6. de afvalstortplaatsen, met uitzondering van operationele voorzieningen voor het wegwerken van residuen, waaronder residubekkens die gevaarlijke stoffen als gedefinieerd in bijlage I bij het samenwerkingsakkoord bevatten, in het bijzonder wanneer zij worden gebruikt in verband met de chemische en thermische verwerking van mineralen. »

**Art. 10.** In artikel 61, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "II bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten" vervangen door de woorden "I bij het samenwerkingsakkoord".

Artikel 61, § 2, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 3° bevat voldoende informatie over de vestiging en het bestaan van activiteiten of installaties rondom de inrichting en vermeldt de naam van de bevoegde instanties die aan de studie hebben meegewerkt. De structuur en de minimale inhoud van de veiligheidsstudie bedoeld in het vorige lid worden omschreven in bijlage XIV bij dit besluit. »

**Art. 11.** Artikel 62 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 62. Elke aanvraag tot milieuvergunning of eenmalige vergunning die betrekking heeft op een inrichting waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de drempels vermeld in de delen 1 en 2 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord en die vergezeld moet gaan van een nota betreffende de identificatie van de gevaren of van een veiligheidsstudie overeenkomstig artikel 61 wordt voor advies overgelegd aan de DPA en aan de 'Service régional d'Intervention'.

Het advies van de DPA vermeldt o.a. of de kans op en de mogelijkheid van een zwaar ongeval of de gevolgen daarvan kunnen verhogen voor betrokken inrichting wegens de lokalisatie of de nabijheid van bedrijven en hun inventarissen van gevaarlijke stoffen. »

**Art. 12.** Bijlage XII bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

**Art. 13.** In bijlage XIII, § 2, bij hetzelfde besluit worden de woorden "(de selectie kan worden uitgevoerd op grond van criteria voor de selectie van de gevaarlijk geachte uitrustingen bedoeld in bijlage IV)" geschrapt.

**Art. 14.** Bijlage XIV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

#### HOOFDSTUK IV. — *Ophettings-, overgangs- en slotbepaling*

**Art. 15.** Hoofdstuk III van titel I van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de titels I en II van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wordt opgeheven.

**Art. 16.** De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

In afwijking van het eerste lid is artikel 9 toepasselijk zodra dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 17.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

#### BIJLAGE I

« Bijlage XII. — Criteria voor de vastlegging van de begrippen 'ernstige implicatie' en 'relevante verhoging of wijziging' bedoeld in artikel 61, § 4, laatste lid

##### 1. Begrip 'gevaarlijk geachte uitrusting'

Voor de toepassing van dit besluit worden als gevaarlijk beschouwd : de uitrustingen waarvan de hoeveelheid gevaarlijke producten groter is dan een referentiemassa bepaald op grond van de gevaarlijke eigenschappen van het product, van de fysische staat en, eventueel, de ligging ervan t.o.v. een andere gevaarlijke uitrusting.

Als verschillende uitrustingen constant communiceren, dient het geheel van de inhoud van de communicerende uitrustingen opgegeven te worden, tenzij er geen gevaar is voor overheveling van het geheel van de uitrustingen in geval van lekkage op één van hen.

De volgende uitrustingen worden eveneens als gevaarlijk beschouwd : open systemen, zoals apparaten of leidingen met een capaciteit die lager is dan de in aanmerking te nemen referentiemassa, maar die binnen 10 minuten een gelijke of hogere hoeveelheid kunnen vrijmaken.

De regels voor de berekening van de referentiemassa zijn de volgende :

a. een referentiemassa  $M_a$  (in kg) selecteren naargelang van het soort gevaar :

Eigenschappen van het product	Vast	Vloeibaar	Gasachtig
1. Zeer giftig	1 000	100	10
• Giftig	10 000	1 000	100
• Oxidatief	10 000	10 000	10 000
• Ontploffbaar (definitie 2a)	500	500	/

Eigenschappen van het product	Vast	Vloeibaar	Gasachtig
• Ontploffbaar (definitie 2b)	500	500	/
• Brandbaar	/	10 000	/
• Makkelijk brandbaar	/	10 000	/
• Uiterst brandbaar	/	10 000	1 000
• Gevaarlijk voor het leefmilieu	100 000	10 000	1 000
• Andere gevaren (R14, R15 ou R29)	10 000	10 000	/

a. in geval van vloeibare producten, de massa's wegen naargelang van het verdampings- of ontbrandingsrisico.

De in bovenstaande tabel vermelde referentiemassa's moeten worden gedeeld door een coëfficiënt S die de som is van een coëfficiënt S1 en een coëfficiënt S2 en waarvan de grenzen worden teruggebracht tot :

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = \frac{M_a}{S}$$

De coëfficiënt S is de som van een coëfficiënt S1 en een coëfficiënt S2.

De coëfficiënt S1 houdt rekening met het verschil tussen de diensttemperatuur  $T_p$  en de kooktemperatuur bij atmosferische druk  $T_{eb}$  overeenkomstig de wet :

$$S1 = 10 \frac{T_p - T_{eb}}{100}$$

Het variatiegebied van S1 hangt af van het verband tussen een eventuele verhoging of vermindering van het risico en het verschil tussen de dienst- en de kooktemperatuur.

Dat verband is rechtstreeks afhankelijk van de gevaarmerken van de bedoelde producten.

Als een product verschillende gevaarmerken vertoont, komt alleen de kleinste waarde van  $M_b$  in aanmerking.

Eigenschappen van het product	Grenzen van S1
Zeer giftig	$1 \leq S1 \leq 10$
Giftig	$1 \leq S1 \leq 10$
Oxidatief	$S1 = 1$
Ontploffbaar (definitie 2a)	$S1 = 1$
Ontploffbaar (definitie 2b)	$S1 = 1$
Brandbaar	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Makkelijk brandbaar	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Uiterst brandbaar	$0,1 \leq S1 \leq 10$
Gevaarlijk voor het leefmilieu	$1 \leq S1 \leq 10$
Andere gevaren (R14, R15 ou R29)	$S1 = 1$

De coëfficiënt S2 is slechts van toepassing op de processen bij negatieve temperatuur en wordt verkregen d.m.v. de formule :

$$S2 = \frac{T_{eb}}{-50}$$

De temperaturen worden uitgedrukt in Celsiusgraden.

Opmerkingen :

- In het geval van mengsels wordt de aanvankelijke kooktemperatuur in aanmerking genomen.
- In het geval van een niet-stabiel product dat zich vóór het bereiken van het kookpunt kan ontbinden, wordt de ontbindingstemperatuur in aanmerking genomen.
- In het geval van een product dat zonder ontbinding vóór het bereiken van het kookpunt kan polymeriseren, is de coëfficiënt S1 altijd gelijk aan 1.
- De weging naargelang van het vermogen tot verspreiding in het leefmilieu is niet van toepassing op de stoffen van de categorieën 3, 4, 5 en 10.
- Als verschillende gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hetzelfde toestel, moet uitgegaan worden van de veronderstelling dat elke stof de totaliteit van het toestel kan vullen.
- Voor de opslag van producten verpakt in kleine hoeveelheden (bijv. de opslagplaatsen voor geformuleerde stoffen bevattende veelvoudige referenties zoals de opslagplaatsen voor farmaceutische of fyto-farmaceutische stoffen) dient geen rekening te worden gehouden met de capaciteit van de recipiënt maar met de totale capaciteit van de opslagplaats.

a. Weging in geval van gevaar voor domino-effect.

De uitrustingen met ontplofbare of brandbare stoffen worden eveneens gevaarlijk geacht als ze gelegen zijn op minder dan 50 m van uitrustingen die als gevaarlijk beschouwd worden overeenkomstig de regels *a)* en *b)* en als ze in minder dan 10 minuten een massa gevaarlijke producten bevatten of kunnen vrijmaken die hoger is dan een massa  $M_c$  die berekend wordt als volgt :

$$M_c = S_3 \times M_b \text{ met } 0,1 \leq S_3 \leq 1 \text{ en } S_3 = (0,02 \times D)^3$$

waarbij D staat voor de in m uitgedrukte kortste afstand tussen de twee uitrustingen.

1. Verbouwingen of uitbreidingen van een inrichting die een ernstig gevaar voor zware ongevallen kunnen veroorzaken.

Als dusdanig worden beschouwd :

- de bouw waar dan ook binnen de inrichting van een nieuwe voorziening die gevaarlijk wordt geacht volgens de criteria van deze bijlage;
- de verplaatsing binnen de inrichting van een gevaarlijk geachte uitrusting;
- de aanleg van een laad- of losplaats voor gevaarlijke producten, van een verbrandingsinstallatie of een brandbare lading van meer dan 100 ton op minder dan 50 m van een gevaarlijk geachte uitrusting die reeds toegelaten is;
- elke verbouwing van de systemen voor de retentie, verzameling of verwijdering van vloeibare of gasachtige effluenten die een weerslag hebben op het technische vermogen van die systemen;
- elke wijziging van de systemen voor lekdetectie of brandbestrijding;
- elke constructie van minstens 2 m hoog en met minstens één volle wand op minder dan 50 m van een gevaarlijke uitrusting met vloeibaar gemaakte gassen onder druk of oververhitte vloeistoffen.

1. Noemenswaarde verhoging van de hoeveelheid aanwezige gevaarlijke stoffen.

Als noemenswaard worden beschouwd :

- meer dan 50 % capaciteits- of transmissiesnelheidsverhoging t.o.v. de kenmerken van een reeds toegelaten gevaarlijke uitrusting;
- elke capaciteits- of snelheidsverhoging waarbij de capaciteit van een uitrusting de referentiemassa zou overschrijden met het gevolg dat ze als gevaarlijk ingedeeld wordt;
- elke capaciteitsverhoging die een effect zou hebben op de indelingsrubriek van de inrichting;
- Belangrijke wijziging van het soort aanwezige gevaarlijke stoffen of van de fysische vorm ervan.

Als belangrijk worden beschouwd : de wijzigingen van de fysische staat met als gevolg een verhoging van 50 % of meer van de wegingscoëfficiënten op grond waarvan de referentiemassa's voor de indeling van een toestel worden berekend. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn.

Namen, 19 april 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE II

« Bijlage XIV. — Structuur en inhoud van de veiligheidsstudies bedoeld in artikel 61, § 2.

### 1° Structuur van de studie.

De veiligheidsstudie bestaat uit 2 hoofddelen :

- een beschrijvend deel, meer bepaald een inventaris van de gevaren op grond waarvan een lijst van geduchte incidenten kan worden opgemaakt;
- een analytisch deel op grond waarvan voor elk geducht incident het volgende moet kunnen worden geëvalueerd :
  - de waarschijnlijkheid dat het incident zich voordoet;
  - de waarschijnlijkheid van een rampzalige ontwikkeling;
  - de draagwijdte van de gevaarlijke effecten;
  - een samenvatting met de motivering van de aanvaardbaarheid van het risico dat inherent is aan elk geducht incident.

### 2° Inhoud van het beschrijvende deel.

Voorstelling van de omgeving van de inrichting :

- Beschrijving van de site en omgeving : geografische ligging, meteorologische, geologische, hydrografische gegevens en, in voorkomend geval, historiek.
- Beschrijving van de gebieden die onderhevig kunnen zijn aan een zwaar ongeval.

Beschrijving van de installaties :

- Beschrijving van de voornaamste activiteiten en producties van de delen van de inrichting die van belang zijn op het vlak van de veiligheid.
- Beschrijving en nauwkeurige lokalisatie van de installaties binnen de inrichting (opslagplaatsen, productie en elke andere activiteit) die een gevaar voor zware ongevallen kunnen inhouden.
- Omschrijving van de omstandigheden waarin een zwaar ongeval zich zou kunnen voordoen en van de factoren die rechtstreeks of onrechtstreeks een zwaar ongeval zouden kunnen veroorzaken.
- Omschrijving van de preventiemaatregelen zoals de controle van de technische parameters en van de uitrustingen voor de veiligheid van de installaties.
- Beschrijving van de uitrustingen die dienen om de effecten van emissies van gevaarlijke producten of van zware ongevallen te beperken.



Beschrijving van de procédés :

De bedoelde procédés hebben betrekking op één of meer stoffen, preparaten of mengsels die gevaarlijk zijn in de zin van het samenwerkingsakkoord.

De beschrijving bestaat uit :

- een diagram van de uitgevoerde handelingen, met vermelding van de stofstromen, de reacties en de energiestromen als ze belangrijk zijn, vergezeld van een verklarende nota met een omschrijving van de functies van de verschillende apparaten waarvan de vestiging overigens precies wordt aangegeven op het plan;
- een functioneel schema met de leidingen, apparaten en instrumentatie die noodzakelijk zijn voor de controle van de handelingen;
- een behoorlijk gerefereerde nota betreffende de reactie- en controlemechanismen om de apparaten en instrumenten makkelijk te kunnen lokaliseren op het functionele schema;
- een nota betreffende de risico's inherent aan een ongecontroleerde ontwikkeling van de reacties en betreffende de middelen om defecten te voorkomen en om de effecten te temperen.

Beschrijving van de gevaarlijke stoffen, preparaten en mengsels :

- Identificatie van de constitutieve stoffen d.m.v. het chemisch symbool, de CAS- en EEG-nummers en de benaming in de IUPAC-nomenclatuur.
- Maximale hoeveelheid die zich op de site bevindt of zou moeten bevinden.
- Fysische, chemische, toxicologische kenmerken en vermelding van de rechtstreekse en onrechtstreekse gevaren voor de mens of het milieu.
- Fysisch of chemisch gedrag onder normale gebruiksomstandigheden of in voorspelbare ongevalsituaties, zoals afzetting, brand, accidenteel contact met water of met een andere reactieve stof op de site.

### 3° Inhoud van het analytische deel.

Selectie van de gevaarlijke installaties.

- Beschrijving en lokalisatie op een plan van alle installaties binnen de inrichting (opslagplaatsen, productie en elke andere activiteit) die grote hoeveelheden gevaarlijke stoffen of energie kunnen vrijmaken.

Identificatie van geduchte incidenten :

- Omschrijving van oncontroleerbare incidenten die omvangrijk genoeg zijn om een ernstig gevaar te vormen, met inbegrip van kaarten, beelden of, desgevallend, soortgelijke omschrijvingen van de zones waar dergelijke incidenten zich kunnen voordoen en waarbij de inrichting betrokken is.

Verwijzingen naar historische ongevallen :

- Beschrijving van ongevallen of schierongevallen die zich op de site of elders hebben voorgedaan met identieke producten of met producten die vergelijkbare eigenschappen hebben.

Analyse van de veiligheid van de installaties.

- Dit deel van de studie moet wijzen op de adequatie tussen de geduchte incidenten, enerzijds, en de middelen om de gevolgen ervan te voorkomen of te verzachten, anderzijds.
- De veiligheid van de installaties wordt aangetoond op basis van de hybride benadering waarbij het volgende geëvalueerd wordt :

○ *de draagwijdte van de gevaarlijke effecten :*

De in aanmerking te nemen effecten zijn de volgende :

- overdruk veroorzaakt door ontploffingen;
- warmtestraling van plasbranden, fakkels of vuurbollen;
- concentraties in de lucht van producten die gevaarlijk zijn voor de gezondheid;
- alle andere effecten die schadelijk zijn voor het leefmilieu.
- *de waarschijnlijkheid van een massale emissie van gevaarlijke stoffen*
- Gedetailleerde analyse van de omstandigheden waarin een geducht incident zich voordoet, of de oorzaken intern of extern zijn.
- Beoordeling van de waarschijnlijkheid dat een geducht incident zich voordoet op grond van de waarschijnlijkheid van inleidende incidenten en van de betrouwbaarheid van de preventiemiddelen.
- *de waarschijnlijkheid van een rampzalige ontwikkeling.*
- Analyse van de omstandigheden waarin een oncontroleerbaar incident tot een zwaar ongeval kan leiden.
- Beoordeling van de waarschijnlijkheid van rampzalige gevolgen op grond van de meteorologische statistieken en de betrouwbaarheid van de alarm- en interventiemiddelen.

### Synthese.

Er wordt een synthesesdocument opgemaakt waarin de volgende gegevens voorkomen :

- Gevaarlijke stoffen die het voorwerp van de studie uitmaken :

Benaming, gevaarlijke kenmerken en graad van verspreiding in het leefmilieu.

- Onderzochte geduchte incidenten :

1. Betrokken uitrustingen.
2. Geduchte incidenten.
3. Waarschijnlijkheid dat oncontroleerbare incidenten zich zullen voordoen en rampzalige gevolgen zullen hebben.
4. Aard en draagwijdte van de gevaarlijke effecten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn.

Namen, 19 april 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN